

## Projet GWP – ADECIA : Changement climatique et Sécurité alimentaire en Afrique Sub-Saharienne : Des diagnostics établis par les pays..... à un agenda de solutions concertées

L'année 2015 sera une étape importante dans la lutte contre la pauvreté et pour le développement face aux impacts annoncés du changement climatique avec notamment la fixation des objectifs du développement durable post-2015 et surtout la COP Climat de Paris.

Concernant la sécurité alimentaire, 2015 est aussi l'année de l'eau pour le Comité pour la Sécurité Alimentaire mondiale. L'eau qui est le facteur de production agricole touché en priorité par les effets du changement climatique. Dans ce contexte le Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (MAAF) contribue significativement au débat mondial en valorisant son expertise et son expérience.

Dans ce cadre le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP, Global Water Partnership, constitué de plus de 3000 organisations dans plus de 180 pays) se mobilise avec le MAAF dès 2015 en vue de contribuer aux solutions du futur dans le cadre d'une action coordonnée sur la sécurité alimentaire face au changement climatique.

Le projet comporte trois phases successives permettant une construction itérative et ancrée dans les réalités du terrain en Afrique Sub Saharienne :

- Une première phase de concertation nationale (8 pays des 4 grands régions) et régionale sur les enjeux de l'eau et de la sécurité alimentaire au sein des différents nexus (énergie, commerce, écosystèmes). Les documents cadres existants dans chaque pays et région, les politiques publiques en particulier, seront étudiés à cette occasion. Des entretiens avec les personnes ressources viendront étayer et enrichir la réflexion prospective. Un séminaire participatif final permettra aux acteurs de débattre des priorités et propositions de réponses et de légitimer les conclusions qui seront produites dans chaque pays. Une série de rapports compilant les résultats de ces travaux prévus pour se dérouler entre avril et juin sera produite à la suite de ce travail d'analyse et de concertation.
- Une phase d'exploitation des travaux nationaux destinée à identifier les priorités à l'échelle de l'ensemble des pays concernés et à élaborer un projet concerté à même de répondre de manière innovante aux problématiques. Dans ce cadre, l'ambition est d'élaborer de manière concertée un programme d'appui institutionnel et technique aux instances engagées dans l'initiative en partenariat avec des partenaires financiers intéressés et en accord avec cette approche *bottom-up* de la coopération internationale. A cette fin le monde de la recherche agronomique, sera mobilisé pour identifier des techniques innovantes et les processus à mettre en œuvre pour les adapter aux conditions locales (économiques, environnementales, sociales) et assurer leur réussite durable.
- Une phase de mise en œuvre de l'appui technique et institutionnel défini dans la phase précédente (2016-2020) dans le cadre d'un projet innovant sur une durée de 3 à 5 ans d'une ampleur de 4 à 6 M€ avec ses différentes composantes qui pourront aborder notamment les aspects liés aux

politiques publiques, à l'adaptation des pratiques agricoles et leur diffusion, au renforcement du travail concerté entre secteurs et entre niveaux décisionnels.

Le GWP et le MAAF, par cette initiative visant la région la plus touchée par l'insécurité alimentaire et le changement climatique, bâtissent les fondements d'une dynamique assise sur leurs cœurs de métier respectifs : l'adaptation des politiques de sécurité alimentaire et le développement face aux changements. Parallèlement, l'inclusion dès l'origine des acteurs locaux garantit un ancrage dans les priorités réelles des pays et constitue un atout en vue de la fédération d'autres acteurs du développement autour du FFEM pressenti comme « leader » des partenaires de ce programme.

